

Risque nucléaire

Et la France ?

Par Annie Lobé, journaliste scientifique.

Le 1^{er} mai 2011, mis à jour le 8 mai 2011.

La catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon interroge notre avenir à tous. Pour la première fois, la Terre a clairement exprimé sa volonté sur le nucléaire : elle a parlé, et ceux qui étaient sur place ont pu sentir sa gorge vibrer, voir sa langue remuer et entendre sa voix : un survivant décrit la vague d'eau géante grondant d'un bruit « assourdissant, inimaginable, il englobe tout ». En Allemagne et en Italie, le message a d'ores et déjà été entendu. D'autres pays, dont la France, se font tirer l'oreille. Quelles en seront les conséquences ?

Le nucléaire le plus cher du monde ?

En fixant lui-même le prix du mégawatt/heure à 42 €, le président de la République Nicolas Sarkozy vient d'accorder à son protégé Henri Proglio, Pdg d'EDF, une augmentation de 20 à 30 % du coût de l'électricité en France, qu'il avait refusée à son prédécesseur Pierre Gadonneix il y a deux ans.

Les 72 % de Français qui « ne veulent pas payer plus pour sortir du nucléaire » (*enquête Opinion Way, 13 avril 2011, réalisée à la demande d'EDF*) paieront donc plus pour... rester dans le nucléaire !

Dans une interview au quotidien économique *La Tribune* en juillet 2009, Pierre Gadonneix avait annoncé qu'il entendait demander « une augmentation de 20 % sur trois ans des tarifs régulés de l'électricité » pour financer la prolongation et le renouvellement du parc nucléaire. (*Rue89.com, 11/07/2009, 20h12*)

Cela n'avait pas eu l'heur de plaire à Nicolas Sarkozy, qui l'avait débarqué pour installer à sa place Henri Proglio, Pdg de Veolia.

Motif de l'augmentation de l'électricité en 2011 : financer l'amélioration de la sécurité des centrales nucléaires. Pourtant, le Président vient de nous assurer (*Le Parisien, 14 mars 2011*) que le nucléaire français était déjà « le plus sûr du monde ». C'était donc un mensonge ? !

L'aveu d'incompétence du Pdg d'EDF

Henri Proglio vient de prouver au monde entier qu'il ne connaît strictement rien au nucléaire. Il a annoncé sans rire avoir mis sur pied une « force d'intervention rapide » pourvue notamment de moteurs Diesel, capable d'intervenir « simultanément sur six réacteurs en 24 à 48 heures, pour faire face à un accident du type de celui de Fukushima ». (*Les Echos, 22-23 mars 2011, p. 19*)

Il ne sait donc pas qu'en cas de coupure d'eau ou d'électricité, on a à peine 10 heures devant soi avant que ne commence la fusion du cœur de réacteur et qu'à Fukushima, Risque nucléaire : Et la France ? Par Annie Lobé, le 08.05.11. www.santepublique-editions.fr p. 1

l'explosion du réacteur n° 1 a eu lieu 23 heures exactement après l'arrêt du système de refroidissement ? (*Science & Vie, Hors-série Spécial Japon, avril 2011, p. 15-16 et 71*)

Un audit de pacotille

Les deux plus grands périls nucléaires sont la rupture de l'alimentation électrique et la rupture de l'alimentation en eau, quelles qu'en soient les causes, car elles entraînent la fusion du cœur de réacteur. Dans la lettre de mission de l'audit confié le 23 mars dernier à l'Autorité de sûreté nucléaire par le Premier ministre François Fillon, sont listés : « les risques d'inondation, de séisme, de perte des alimentations électriques et de perte du refroidissement, ainsi que la gestion opérationnelle des situations accidentelles ». La pénurie d'eau et la canicule ne sont pas spécifiquement mentionnées. Pourtant, le circuit primaire nécessite un débit de 60 000 m³/heure d'eau fraîche. Les premières conclusions de l'audit sont demandées « pour la fin de l'année 2011 ». Si une canicule exceptionnelle devait sévir cet été¹, elles arriveront trop tard.

Il ne reste plus aux Français qu'à prier pour que la sécheresse ne mette pas à mal une centrale alimentée par un cours d'eau, comme celle de Civaux dans la Vienne, où un arrêté préfectoral impose déjà des restrictions (*dossier sur www.santepublique-editions.fr*).

En faisant preuve d'une telle lenteur, les autorités françaises s'exposent à devoir endosser l'uniforme bleu des autorités japonaises en situation d'urgence.

En 1993, Nicolas Sarkozy avait instantanément atteint une notoriété nationale en sauvant lui-même des enfants lors d'une prise d'otages dans une école maternelle de la ville de Neuilly-sur-Seine (92), dont il était maire. Face aux caméras, sa calme maîtrise tranchait avec l'angoisse ambiante, comme si pour lui, le dénouement était connu d'avance. Rêve-t-il aujourd'hui de se hisser à la stature internationale d'un Naoto Kan, Premier ministre japonais, acquise « grâce » à la catastrophe de Fukushima ?

Quant à Henri Proglia, si la pression est trop forte, il pourra toujours se réfugier dans son Italie natale, sur le sol de laquelle il n'y a aucun réacteur nucléaire, et pour longtemps puisque Silvio Berlusconi vient de renoncer à toute construction de centrale, à laquelle la population italienne est, depuis longtemps, majoritairement opposée.

Le-La futur-e Président-e acculé-e à gérer le vieillissement du parc

Si l'on regarde un peu plus loin devant nous, et vu que 34 des 58 réacteurs français (soit plus de la moitié) ont plus de 25 ans, dont 4 sont en service depuis plus de 30 ans, celui ou celle qui s'installera à l'Élysée en 2012 aura la responsabilité de décider s'il faut prolonger la vie de ces centrales, prévues pour durer 30 ans, lancer la construction d'EPR, au coût unitaire de 5 milliards d'euros, ou réduire la consommation électrique, puisqu'aucun calendrier précis pour chacun des réacteurs en fin de vie, annonçant d'autres solutions de remplacement dans ce délai de 5 ans, n'est prévu par les candidats.

82,1 % de l'électricité est d'origine nucléaire, si j'en crois ma dernière facture EDF. (On se demande d'ailleurs pourquoi les données fournies sont de 2009 ?)

Vu notre dépendance à l'électricité nucléaire, le vieillissement des centrales n'est pas un faux problème, comme certains voudraient nous le faire croire.

Au Japon, les trois réacteurs de Fukushima qui sont entrés en fusion et ont explosé après le séisme/tsunami étaient en service depuis 34 à 41 ans.

En France, nous avons peu de risques de subir un séisme et un tsunami mais nous avons d'autres causes possibles de rupture d'alimentation électrique ou d'alimentation en eau : les tempêtes et la sécheresse.

Et d'irréremédiables sources de complications sont également tapies au cœur de nos centrales. La cuve du réacteur et l'enceinte de confinement sont des éléments non remplaçables. La cuve, à température de 290 °C et sous pression de 155 bar, encaisse le bombardement continu des neutrons issus de la fission. Ces neutrons perturbent le bel arrangement des atomes de la cuve, créant des fissures externes ou internes (criques) et modifiant les propriétés mécaniques de l'acier dans des proportions qui augmentent avec le temps. (*Science & Vie, Hors-série Spécial Japon, avril 2011, p. 75-76*)

Or, en 1978 déjà, on avait découvert des microfissures sur toutes les cuves de réacteurs produites depuis 1974, en raison d'un défaut de fabrication au soudage. Mais il avait été jugé suffisamment « inoffensif » pour continuer le programme. Au Tricastin, depuis 1999, une fissure d'une dizaine de millimètres de profondeur a été détectée sur la face interne de la cuve du réacteur 1. Et quand une enceinte de confinement présente le même problème, les fissures sont colmatées avec... de la résine. (*Id., p. 68 et 75-76*)

La chirurgie esthétique existe aussi dans les centrales nucléaires françaises !

Mais en cas de rupture de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau entraînant une fusion du cœur, même partielle, ces résines fondront et des fuites radioactives sont inéluctables. La situation deviendra aussi rapidement incontrôlable qu'à Fukushima, la salle des commandes devenant vite inutilisable car elle est située à proximité de la cuve (*Id. p. 79*), dans une zone où elle serait à coup sûr très irradiée.

Un héritage à refuser

Autant dire que s'ils ne veulent prendre aucun risque de « manger de la radioactivité » dans dix ans, comme les Japonais aujourd'hui, les Français ont tout intérêt à élire en 2012 un-e président-e qui aura véritablement étudié ce dossier pour présenter un programme de sortie du nucléaire crédible et énergétique. En 2017, il sera trop tard !

Les salariés des sous-traitants à qui EDF propose actuellement une embauche (*L'Humanité, 27 avril 2011, p. 2*) devraient bien réfléchir avant d'accepter la proposition, et surtout bien lire les clauses du contrat de travail : en cas d'accident, ils seront aux premières loges, comme les liquidateurs à Tchernobyl et à Fukushima.

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-même, à nos enfants.

Valéry Giscard d'Estaing, sous le septennat de qui furent construites nos veilles centrales en surcapacité, d'où le virage « tout-électrique » des années 1980, estime qu'il n'est « pas convenable de se préoccuper des inquiétudes de l'opinion française et chercher à les amplifier » parce que « nous ne sommes pas directement concernés par l'événement » de Fukushima. Et que la France « ne peut pas se priver » du nucléaire. (*Le Monde*, 25 mars 2011, p. 3)

Sa confiance dans la capacité française à assurer la sécurité nucléaire semble pourtant limitée, puisqu'il estime que la France a pris un « gros risque » en investissant dans la production d'électricité nucléaire aux Etats-Unis : « S'il survenait un problème de gestion [c'est-à-dire un accident nucléaire ?], les autorités américaines seraient extrêmement exigeantes vis-à-vis d'un partenaire étranger. » (*Id.*)

Merci pour les Britanniques et les Belges, chez qui elle a fait les mêmes investissements !

Nous soumettre ou nous révolter

Et en France ? Un « problème de gestion » ne serait pas un « gros risque » et la population ne serait pas « extrêmement exigeante » ? Cela signifie-t-il qu'à l'instar de ce qui s'est passé au Japon, il mise sur la soumission des Français en cas d'accident ?

Selon le médecin qui suit les liquidateurs de la centrale de Fukushima : « Les patients travaillent sur le site 7 ou 8 heures [alors que] nous leur avons dit : “Pas plus de 5 heures.” C'est très dangereux. L'exploitant Tepco n'applique pas du tout les règles de protection. Les patients me l'ont dit. Mais la compagnie leur demande expressément de ne pas parler. Ils doivent garder le silence. S'ils se mettaient à parler aux médias, il y aurait de très grandes protestations. » (*Envoyé spécial*, 14 avril 2011)

Si nous nous taisons maintenant, il faudra aussi nous taire quand la catastrophe arrivera. Et subir en silence « la guerre et le déshonneur » nucléaires, comme le peuple japonais.

Quand une majorité de Français ouvrira les yeux sur ce qui l'attend, nul doute qu'elle sera encore plus motivée que les Allemands et les Italiens pour renoncer rapidement au risque nucléaire.

Si, au contraire, elle continue de se laisser aveugler par le leurre nucléaire, elle se prépare au grand sacrifice.

Vous qui lisez cet article, si vous faites partie de ceux qui veulent un avenir, pourriez-vous avoir la bonté de l'envoyer aux Ingénieurs des Mines et aux journaux ? Ce sont les premiers qui, avec la complicité des seconds, devenus quasiment muets sur l'accident de Fukushima depuis que Nicolas Sarkozy a confirmé son cap nucléaire, nous ont mis dans ce pétrin du « tout-nucléaire – tout électrique ». À eux de nous en sortir ! ♥

École des Mines Paris : **Mines ParisTech, 60, boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS**. Autres adresses à Albi, Alès, Douai, Nancy, Paris et Saint-Etienne sur le site : **www.santepublique-editions.fr**

Autre action : organiser des débats entre citoyens : *Le nucléaire, parlons-en !* pour échanger les idées. De nombreuses personnes se sentent concernées par l'accident de Fukushima mais sont indécises à propos du nucléaire en France. Le débat peut être lancé par la question suivante :

« Pour vous, le nucléaire, qu'est-ce que c'est ? »

¹ Voir l'article *Recherches de solutions à l'accident nucléaire de Fukushima* et l'analyse des signes avant-coureurs d'une sécheresse estivale potentielle de grande ampleur en Europe du Nord, en 2011.

École des Mines d'Albi	Campus Jarlard, 81013 ALBI CT Cedex 09
École des Mines d'Alès	6 avenue de Clavières, 30300 ALÈS. Directeur : Alain Dorison
École des Mines de Douai	941 rue Charles Bourseul, 59500 DOUAI
École des Mines de Nantes	La Chantrerie, 4 rue Alfred Kastler, 44000 NANTES
École des Mines de Nancy	Parc de Saurupt, CS 14234, 54042 NANCY Cedex
École des Mines de St-Etienne	158 cour Fauriel, 42000 SAINT-ETIENNE

Après Tchernobyl : le président de la République aussi, a menti.

http://www.dailymotion.com/video/xhlf01_nucleaire-giscard-apres-tchernobyl-pas-de-danger-news

Le 3 septembre 2010, Nicolas Sarkozy affirme que le nucléaire est une énergie « propre »

http://www.dailymotion.com/video/xcomb_nicolas-sarkozy-defend-l-energie-nu_news

Et après l'accident de Fukushima, son annonce des "stress-tests" des centrales françaises.

<http://www.youtube.com/watch?v=1pb55wmikPE>